

BANQUE CENTRALE DU CONGO



NOTE DE CONJONCTURE DU MOIS DE JANVIER 2018

FEVRIER 2018

Banque Centrale du Congo

Adresse : 563, Boulevard Colonel Tshatshi
Kinshasa-Gombe
République Démocratique du Congo

Adresse postale : 2697 Kinshasa 1

Téléphone : (243)815556966
(243)818108009
(243)815084402

Site Web: <http://www.bcc.c>

La Note de conjoncture est élaborée par la Direction des Analyses Economiques sous la supervision de la Direction Générale de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires.

Tous droits réservés. Les reproductions à usage pédagogique et non commercial sont autorisées sous réserve de citer la source.

La Note de conjoncture mensuelle est publiée au plus tard le dernier jour du mois suivant celui sous revue.

I. ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT EXTERIEUR

I.1. Aperçu de l'économie mondiale

La mise en œuvre des politiques macroéconomiques accommodantes a permis la résorption des effets négatifs liés à la crise financière de 2008 au cours de ces derniers mois, indique le Fonds Monétaire international (FMI) dans son rapport sur les « *Perspectives de l'économie mondiale* » mis à jour en janvier courant. Cette situation s'est traduite par une reprise de l'activité économique mondiale, amorcée depuis le second semestre 2016.

En effet, le FMI table sur une croissance mondiale de 3,9 % pour 2018 et 2019 contre 3,7 % en 2017, tirée principalement par le dynamisme des économies avancées, sur fond notamment de la hausse des investissements. Toutefois, le rapport souligne qu'une bonne partie de cette dynamique ne devrait que persister à court terme.

Dans les économies avancées, l'activité économique devrait se maintenir au-dessus de 2,0 %, soit à 2,3 % et 2,2 %, respectivement en 2018 et 2019 tirée principalement par les grandes économies de la région sur fond de l'amélioration des conditions financières mondiales et de la confiance des marchés quant aux perspectives économiques de court terme. Aux Etats-Unis, la réforme fiscale et la relance budgétaire qui y est liée, ainsi que la demande extérieure devraient doper l'activité économique. Le taux de croissance devrait se hisser à 2,7 % en 2018 contre 2,3 % réalisé en 2017. Dans la zone euro, le rapport table sur une croissance de 2,2 %, en raison de l'affermissement de la demande intérieure et extérieure. Quant aux économies émergentes et en développement, la reprise devrait être portée par les pays exportateurs des matières premières et produits de base, sur fond du redressement des cours de ces produits.

Par ailleurs, il y a lieu de souligner qu'en dépit du nouvel élan, la croissance mondiale demeure exposée à des facteurs susceptibles de compromettre les perspectives économiques à court et moyen termes. A court terme, il s'agit notamment (i) d'un durcissement prématuré des conditions financières, (ii) des tensions inflationnistes plus fortes conjuguées à un durcissement de la politique monétaire américaine et (iii) de l'absence de mesures correctrices quant aux anticipations des marchés financiers.

A moyen terme, les perspectives économiques seraient influencées par l'accumulation de la vulnérabilité financière, la matérialisation des mesures protectionnistes ainsi que les facteurs non économiques, tels que les tensions géopolitiques. Dans ce contexte, le rapport invite les gouvernements à ***poursuivre avec les réformes visant à lutter contre les obstacles structurels à la croissance, afin de renforcer l'inclusion et la résilience.*** Il s'agit des actions telles que (i) ***l'augmentation de la productivité et la production potentielle,*** (ii) ***le renforcement de la réglementation financière,*** (iii) ***le dosage optimal des politiques économiques et*** (iv) ***la transformation du secteur agricole par des mesures conjoncturelles et structurelles en vue de l'amélioration et la diversification de la production agricole.***

I.2. Evolution de l'activité dans les principaux pays et zones économiques

1.2.1. Pool Europe

Dans la Zone euro, la Banque centrale européenne a, au cours du Conseil des gouverneurs, décidé de maintenir inchangé les dispositifs de sa politique monétaire. En effet, son principal taux directeur a été maintenu à zéro, le taux de prêt marginal à 0,25 % et celui sur les dépôts à - 0,40 %. Pour le Président de la BCE, ce dispositif devrait également demeurer à leur niveau actuel pendant une longue période, dépassant la période fixée pour son programme de rachats d'actifs.

Il convient de noter que ce programme devrait demeurer également inchangé pour une durée allant jusqu'à septembre 2018 et au-delà si les développements économiques dans la zone l'exigent.

1.2.2. Pool Amérique

Aux Etats-Unis, le Comité de Politique monétaire de la Fed a maintenu inchangé le dispositif de sa politique monétaire, en raison de l'amélioration notable du marché de l'emploi, la hausse des dépenses des ménages et d'investissements. En effet, le principal taux directeur est demeuré dans la fourchette de 1,25 % à 1,50 %. Par ailleurs, la Fed est demeurée optimiste quant à l'évolution des prix intérieurs autour de son objectif de moyen terme de 2,0 %.

Par ailleurs, d'après les chiffres du Département du Travail, les prix intérieurs ont augmenté en janvier 2018. L'indice des prix à la consommation a progressé de 0,5 % par rapport au mois précédent. En rythme annuel, il s'est établi à 2,1 %, soit légèrement au-dessus de la cible de 2,0 % fixée par la Fed, tirée notamment par la hausse des prix alimentaires, du secteur de l'énergie et ceux des vêtements.

1.2.3. Pool Asie

Au Japon, les estimations préliminaires de l'évolution de l'activité manufacturière indiquent une forte croissance de l'activité, soit son rythme le plus élevé depuis près de quatre ans, sur fond de l'accélération de la production et de la croissance de l'emploi. En effet, l'Indice PMI est ressorti à 54,4 contre 54,0 en décembre dernier.

En Chine, le Bureau d'Etat des statistiques (BES) fait état de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation (IPC) de 1,5 % en glissement annuel en janvier 2018 contre 1,8 % en décembre 2017. Cette croissance est principalement due aux effets à retardement et à la hausse des prix non alimentaires et des services, qui ont respectivement progressé de 2,0 % et de 2,3% sur un an. En glissement mensuel, l'IPC a progressé de 0,6 % contre une hausse de 0,3 % le mois précédent. En 2017, l'IPC a progressé de 1,6 % sur un an contre 2,0 % enregistré en 2016.

Par ailleurs, l'Institution a renseigné une hausse plus rapide de l'activité dans le secteur non manufacturier en janvier 2018. En effet, l'Indice des directeurs d'achat du secteur non manufacturier s'est situé à 55,3 contre 55,0 et 54,6, respectivement le mois précédent et à la période correspondante de 2017. D'aucuns estiment que cette situation traduit la reprise cyclique de l'économie chinoise.

1.2.4. Pool Afrique

Dans les perspectives économiques en Afrique publiées en janvier 2018, la Banque africaine de développement (BAD) a fait état de la résilience des économies du continent en 2017, attestée par les indicateurs macroéconomiques, notamment la croissance du PIB réel.

En effet, après une croissance modeste de 2,2 % en 2016, le PIB réel moyen s'est établi à 3,6 % en 2017, soit une progression de 1,4 point, expliquée notamment par une conjoncture internationale favorable. A cela s'ajoutent, le redressement de cours des matières premières et une demande intérieure soutenue, en partie satisfaite par la substitution et des améliorations de la production agricole. Ce trend devrait se poursuivre également en 2018 et 2019, avec des taux de croissance estimés respectivement à 4,1 % et 4,7 %.

Toutefois, en dépit des perspectives favorables projetées, la BAD note la persistance des défis, notamment en ce qui concerne les stratégies de transformations structurelles susceptibles de créer plus d'emplois et de réduire la pauvreté. Dans ce contexte, *les gouvernements devraient envisager la mise en œuvre des politiques macroéconomiques prudentes et soutenues, à court et moyen termes, nécessaires à la diversification économique et à la consolidation de la croissance pour la rendre robuste, durable et inclusive*

1.3. Cours des produits de base intéressant l'économie congolaise

Au terme de ce premier mois de l'année 2018, les cours moyens des principaux produits intéressant l'économie congolaise ont enregistré des hausses comparativement à décembre 2017.

Tableau 1 : Cours des produits miniers et énergétiques

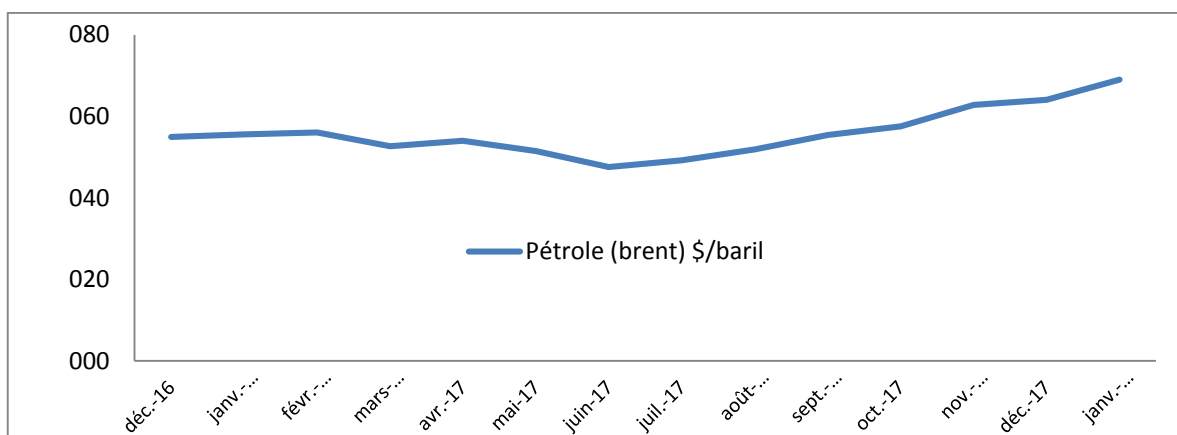
	déc-16	janv-17	févr-17	mars-17	avr-17	mai-17	juin-17	juil-17	août-17	sept-17	oct-17	nov-17	déc-17	janv-18
Pétrole (brent) \$/baril	54,97	55,62	56,04	52,67	53,99	51,49	47,58	49,19	51,87	55,41	57,59	62,78	64,10	68,98
variation (en %)	41,35	1,19	0,75	-6,02	2,51	-4,62	-7,60	3,39	5,44	6,83	3,92	9,02	2,09	7,63
Cuivre LME \$/tm	5 669,19	5 706,68	5 939,90	5 824,52	5 704,03	5 597,83	5 682,73	5 957,64	6 465,07	6 595,52	6 770,59	6 824,05	6 791,20	7 080,04
variation (en %)	22,50	0,66	4,09	-1,94	-2,07	-1,86	1,52	4,84	8,52	2,02	2,65	0,79	-0,48	4,25
Cobalt Londres \$/tonne	29 184,23	31 336,54	38 785,87	47 523,75	54 194,26	58 978,79	60 029,10	61 547,36	65 121,41	65 950,80	66 852,30	67 328,92	70 816,78	75 772,63
variation (en %)	29,31	7,37	23,77	22,53	14,04	8,83	1,78	2,53	5,81	1,27	1,37	0,71	5,18	7,00
Or New York \$/o.t.	1 151,47	1 191,23	1 232,45	1 231,15	1 269,86	1 246,47	1 261,98	1 235,94	1 281,83	1 317,19	1 281,41	1 282,03	1 265,72	1 330,23
variation (en %)	7,62	3,45	3,46	-0,11	3,14	-1,84	1,24	-2,06	3,71	2,76	-2,72	0,05	-1,27	5,10

Source : les échos.

1.3.1. Pétrole brut

Le cours moyen du Brent, établi à 68,98 USD le baril, a progressé de 7,6 % en janvier 2018 par rapport à la moyenne de décembre 2017. Cette hausse est essentiellement consécutive à la baisse de la production mondiale découlant principalement : (i) du respect global de l'accord conclu en décembre 2016 par les membres de l'OPEP visant à geler la production mondiale pour soutenir le cours sur le marché mondial, (ii) des tensions politiques dans plusieurs grandes zones de production et (ii) de la faiblesse des stocks américains traduisant un accroissement de la demande.

Graphique 1 : Evolution du cours moyen du pétrole (USD le baril)



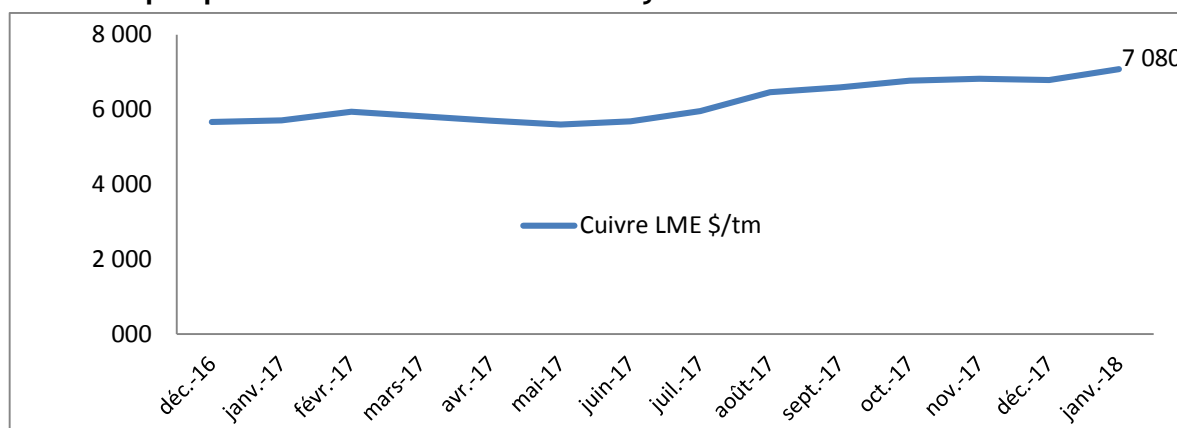
Source : Banque Centrale du Congo.

1.3.2. Produits miniers

➤ Cuivre

Le bon comportement de la demande chinoise est à la base de la hausse du cours moyen du cuivre observé en janvier 2018. En effet, ce cours s'est fixé à 7.080,04 USD la tonne, en hausse de 4,3 % par rapport au mois précédent.

Graphique 2 : Evolution du cours moyen mensuel du cuivre



Source : Banque Centrale du Congo.

➤ Cobalt et Or

Les moyennes des cours de l'or et du cobalt se sont fixées respectivement à 1.330,23 USD l'once et 75.772,63 USD la tonne, soit des hausses respectives de 5,0 % et 7,10 %. L'essor de l'industrie automobile électrique continue à soutenir la demande mondiale du cobalt.

Pour ce qui est du cours de l'or, sa hausse fait suite aux incertitudes notamment sur la politique de Donald Trump ainsi que la reprise réelle de l'économie mondiale. Cette situation pousse les investisseurs à des anticipations par des achats d'or.

1.3.3. Produits agricoles

Au 31 janvier 2018, sur le marché de Chicago, les cours du maïs et du blé ont enregistré des hausses respectives de 2,84 % et 4,57 % comparativement au mois précédent alors que celui du riz a baissé. Ces hausses font principalement suite aux conditions météorologiques non favorables à la culture et à la récolte dans les grandes zones de production, respectivement pour le blé et le maïs.

II. EVOLUTION DES ACTIVITES DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS

2.1. SECTEUR REEL

2.1.1. Croissance économique

Sur base des réalisations de production à fin septembre, la croissance du PIB réel en 2017 devrait progresser de 3,5 % contre une réalisation de 2,4 % en 2016.

a. Approche par la production

Au niveau de l'offre, le secteur primaire serait le principal moteur de la croissance, avec une contribution de 2,1 points contre 0,4 point de pourcentage en 2016. Cette amélioration provient de l'accroissement du rythme de l'activité dans la branche « Extraction » (7,1 % contre une décroissance de 0,7 % une année plus tôt), et dont la contribution à la croissance s'est établie à 1,79 point de pourcentage contre -0,2 point de pourcentage en 2016, suite à l'augmentation de la production de principaux produits miniers (cuivre, cobalt, or et pétrole), consécutive à l'embellie des cours sur le marché mondial.

Le secteur tertiaire viendrait en deuxième position, avec une contribution à la croissance de 1,0 point en 2017, après 1,7 point de pourcentage une année plus tôt, consécutive à la baisse des activités dans la branche « Transports et télécommunication » qui serait estimée à 1,7 % après 3,5 % en 2016, celle de « Commerce » à 4,4 % revenant de 6,4 %, celle de « Autres services hors administration Publique » à 1,7 % contre 3,1 %, celle de « Services administration publique » à -0,9 % après 3,9 %.

Tableau 4 : Evolution du PIB constant et de ses composantes selon l'approche par la valeur ajoutée

BRANCHES D'ACTIVITES	2016		2017	
	Variation en %	Contribut. en pt de %	Variation en %	Contribut. en pt de %
Secteur primaire	0,9	0,4	4,9	2,06
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	3,3	0,5	1,6	0,27
Agriculture	3,1	0,5	1,7	0,27
vivrière	3,1	0,5	1,7	0,27
rente	5,7	0,0	3,6	0,01
sylviculture	6,7	0,0	-0,4	0,00
élevage, pêche et chasse	3,0	0,0	3,0	0,00
Extraction	-0,7	-0,2	7,1	1,79
Secteur secondaire	2,4	0,4	5,2	0,81
Industries manufacturières	8,6	1,0	2,3	0,28
Industries alimentaires, boissons et tabac	9,3	0,9	1,3	0,14
Autres industries manufacturières	5,0	0,1	7,9	0,15
Electricité, gaz, vapeur et eau	9,3	0,1	2,1	0,01
Bâtiment et travaux publics	-19,6	-0,7	19,2	0,52
Secteur tertiaire	4,5	1,7	2,5	1,00
Transports et Télécommunications	3,5	0,4	1,7	0,21
Transports	6,3	0,4	3,5	0,25
Télécommunications	-0,1	0,0	-0,8	-0,04
Commerce	6,4	0,9	4,4	0,66
Autres services hors adm. publique	3,1	0,3	1,7	0,16
Banques et assurances	7,6	0,1	0,0	0,00
Autres services	2,3	0,2	2,0	0,16
Services administration publique	3,9	0,1	-0,9	-0,03
Education	4,2	0,0	1,9	0,00
Santé	6,8	0,0	3,4	0,00
Autres services non marchands	3,9	0,1	-1,0	-0,04
SIFIM	7,6	0,0	0,0	0,00
PIB au prix de base	2,6	2,5	4,0	3,87
Taxes sur les produits	-3,0	-0,1	-11,9	-0,34
PIB (2005)	2,4	2,4	3,5	3,5

Source : CESC.N.

Quant au secteur secondaire, la contribution à la croissance de ce secteur est ressortie à 0,81 point de pourcentage, soit 0,4 point de pourcentage de plus par rapport au niveau de l'année précédente, suite à l'amélioration des activités dans la branche « Bâtiment et travaux » avec une contribution de 0,52 point contre -0,7 point sur base de l'entrée en production de deux cimenteries.

b. Approche par la dépense

Selon l'approche du PIB par la dépense, la croissance serait essentiellement tirée par la demande extérieure nette, avec une contribution de 3,2 points de pourcentage contre 1,4 point une année plus tôt. Cette évolution est consécutive au bon comportement des exportations des biens, lesquelles ont indiqué une contribution de 1,2 point, essentiellement pour les produits miniers.

En ce qui concerne les importations, elles connaîtraient une détérioration en 2017, avec une contribution négative de 1,7 point contre -1,6 point en 2016. Cette évolution porterait à 1,3 point la contribution des importations des biens, tandis que pour les importations des services, la contribution est de -3,0 points.

Tableau 5 : Projection de la croissance du PIB suivant l'approche par la demande
(en milliards de CDF, au prix de 2005 sauf indication contraire)

PIB Emplois à prix constants de 2005	2016		fin septembre 2017	
	Variation en %	Contrib. en pts	Variation en %	Contrib. en pts
Demande intérieure	0,9	1,0	0,3	0,36
Consommation	1,2	1,1	-1,2	-1,03
Publique	-6,1	-0,8	-32,8	-2,82
Privée	2,4	1,9	2,3	1,79
Investissements bruts	-0,3	-0,1	4,8	1,39
FBCF	-0,3	-0,1	4,8	1,39
Publique	-6,9	-0,3	-35,3	-1,11
Privée	0,9	0,2	9,6	2,50
Variation des stocks	-	0,0	-	-0,01
Demande extérieure nette	-8,6	1,4	-21,7	3,17
Exportations de biens et services	-0,9	-0,2	5,3	1,45
Exportations des biens	-0,5	-0,1	6,7	1,78
Produits miniers	-0,7	-0,2	7,1	1,65
Autres produits	0,3	0,0	3,6	0,13
Exportations des services	-18,0	-0,1	-76	-0,33
Importations de biens et services	-3,7	-1,6	-4,1	-1,72
Importations des biens	-7,3	-2,7	3,9	1,32
Consommations	23,5	1,8	19,6	1,79
Equipements	1,8	0,3	9,0	1,40
Intermédiaires	-33,6	-4,8	-20,4	1,87
Importations des services	15,0	1,1	-38,2	-3,04
PIB (Emplois)	2,4	2,4	3,5	3,5

Source : CESC.N.

Quant à la demande intérieure, elle a accusé un ralentissement de sa progression, soit 0,3 % contre 0,9 % l'année précédente, essentiellement obérée par la consommation finale tant publique que privée, laquelle a accusé une contribution négative de 1,03 point.

Pour les dépenses de consommation du secteur public, leur contribution dans la croissance a été de -2,82 points alors que la contribution du secteur privé a été de 1,79 point.

Quant aux investissements bruts, la contribution dans la croissance serait de 1,4 point contre -0,1 point l'année précédente, en raison notamment de l'augmentation des investissements privés. Parallèlement, les investissements publics ont continué à peser négativement sur la croissance avec une contribution de -1,1 point contre -0,3 point, suite à la détérioration des activités notamment dans les BTP à la défaveur de la poursuite de l'exécution des programmes de construction et de modernisation d'infrastructures.

2.1.2 Baromètre de conjoncture

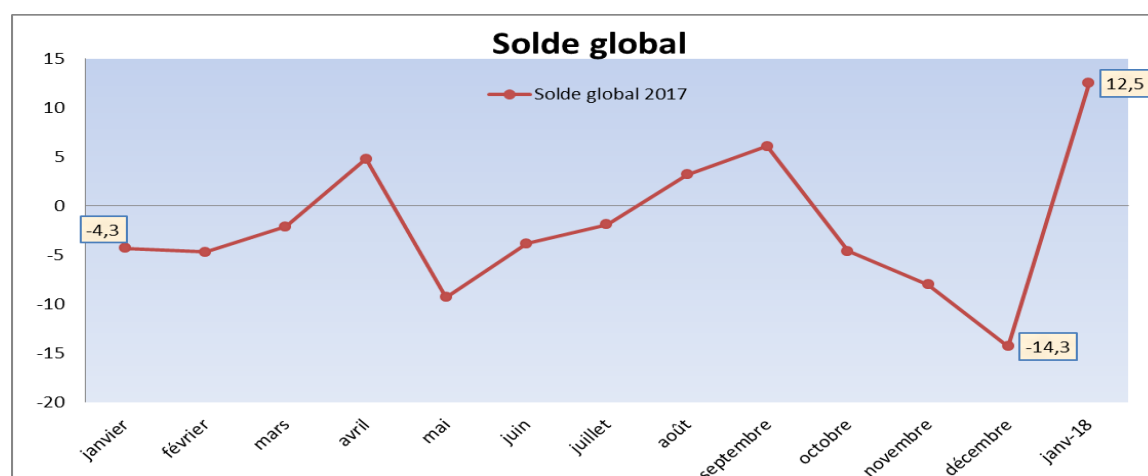
Après trois mois consécutifs de détérioration, le solde global d'opinions des chefs d'entreprise s'est redressé en janvier 2018. Ce solde s'est affiché à +12,5 % au cours de la période sous analyse, revenant de -14,3 % en décembre 2017. Ce retour de la confiance est lié principalement au comportement favorable des cours mondiaux des produits miniers et, dans une moindre mesure, aux perspectives d'amélioration de la desserte en énergie.

Tableau 6 : Evolution du solde brut d'opinions en 2016 -2018

Secteur	2016				2017												2018
	Janv.	Février	Mars	Avril	janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.
Solde global	-4,9	-4,7	0,8	-2,8	-4,3	-4,7	-2,1	4,8	-9,3	-3,8	-1,9	3,2	6,1	-4,6	-8,0	-14,3	12,5
Industries manufacturières	8,6	5,3	2,0	3,3	-10,0	5,3	7,5	5,0	-34,0	-7,3	-6,3	19,5	-8,3	4,8	-9,1	11,5	-10,2
Electricité et Eau	49,2	39,5	33,3	48,0	31,7	39,5	26,7	30,7	12,8	27,1	33,3	59,0	43,6	30,6	38,6	45,9	34,2
Industries extractives	-20,0	-11,7	3,1	2,0	-7,9	-11,7	2,9	13,2	-2,0	-2,1	6,3	10,9	11,6	-6,1	-5,7	-15,9	20,0
Construction	6,6	4,0	4,1	-36,5	-22,6	4,0	-45,7	-29,2	-15,1	-27,5	-36,5	-61,9	-59,3	-14,3	-47,7	-61,6	-33,3
Services	1,6	5,0	-41,7	-32,5	-9,2	5,0	-57,3	-48,3	-49,0	-9,2	-38,3	-55,6	-56,9	-27,5	-10,7	-55,6	-48,4

Source : BCC.

En effet, le climat des affaires reste favorable dans la production énergétique et il s'est sensiblement amélioré dans l'industrie extractive, tandis que le secteur de la construction, celui des industries manufacturières et services ont été caractérisés par une morosité.

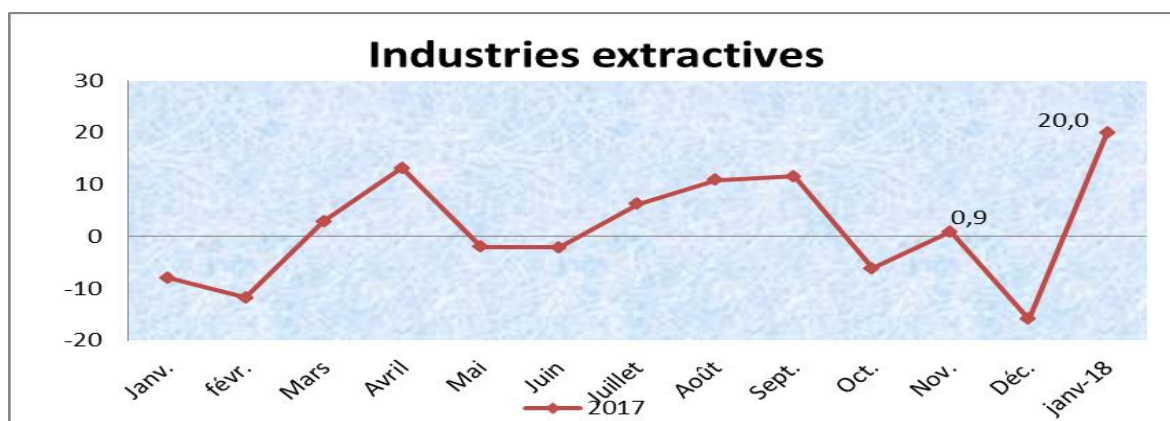
Graph. 4 : Solde global d'opinions des chefs d'entreprises en 2017 - 2018

Source : BCC.

Les perspectives dans les différents secteurs d'activités se présentent comme suit :

Les Industries Extractives sont demeurées marquées par le maintien à la hausse des cours mondiaux des matières premières exportées par l'économie congolaise. Ce regain d'optimisme s'est traduit par un solde d'opinions de +20,0 % contre -15,9 % le mois passé.

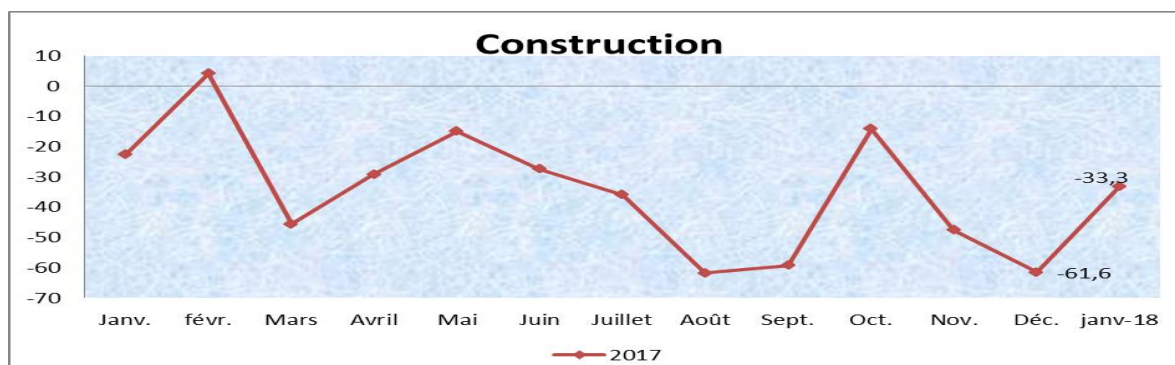
Graph. 5 : Evolution du solde des Industries minières en 2017 et 2018



Source : BCC.

Par ailleurs, dans les activités de **Construction**, les opérateurs économiques demeurent pessimistes, bien que le solde de leurs opinions indique une tendance au redressement. En effet, ils se sont montrés modérément pessimistes au sujet du niveau d'activité, de l'utilisation du matériel et de l'évolution de leur carnet de commandes par rapport au mois précédent. Ce solde est de **-33,3 %** contre **-61,6 %** au mois de décembre 2017.

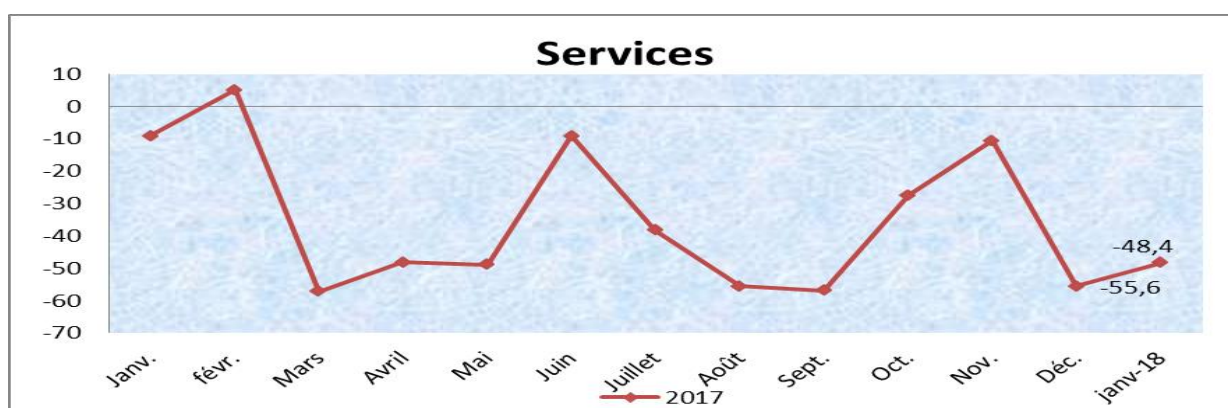
Graph. 6 : Evolution du solde du secteur Construction en 2017 et 2018



Source : BCC.

S'agissant des **Services**, les chefs d'entreprises ont manifesté la plus grande perte de confiance. En janvier 2018, Le solde de leurs opinions s'est établi à **-48,4 %** contre **-55,0 %** en décembre 2017.

Graph.7 : Evolution du solde du secteur des Services en 2017 et 2018

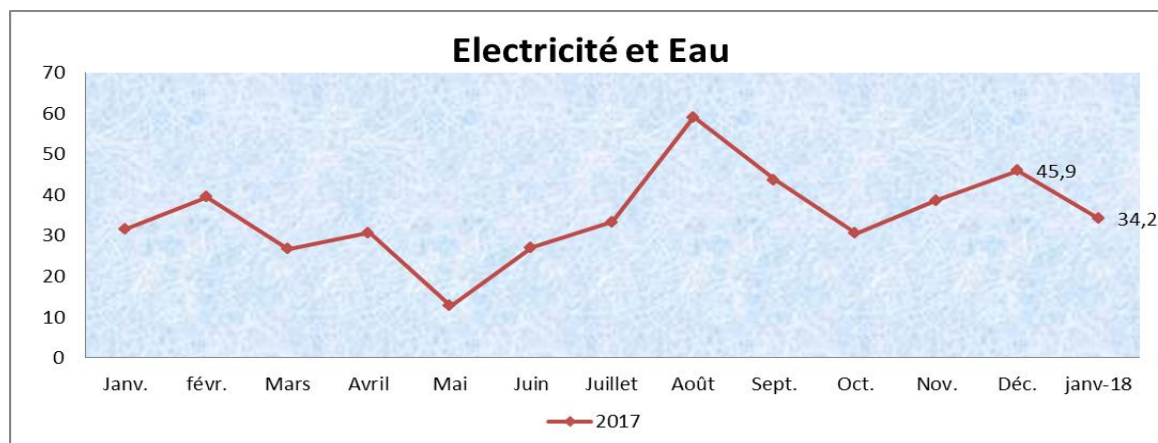


Source : BCC

Cette situation est imputable à des prévisions très pessimistes à la fois de l'activité propre des firmes et, surtout, de la demande générale du marché.

Dans le **secteur de l'Énergie**, l'optimisme est resté de mise en janvier 2018 avec un solde d'opinions de **+34,2 %**, en dépit du repli notable enregistré par rapport au mois de décembre 2017 au cours duquel celui-ci s'était chiffré à **+45,9 %**.

Graph. 8 : Evolution du solde des Industries énergétiques en 2017 et 2018

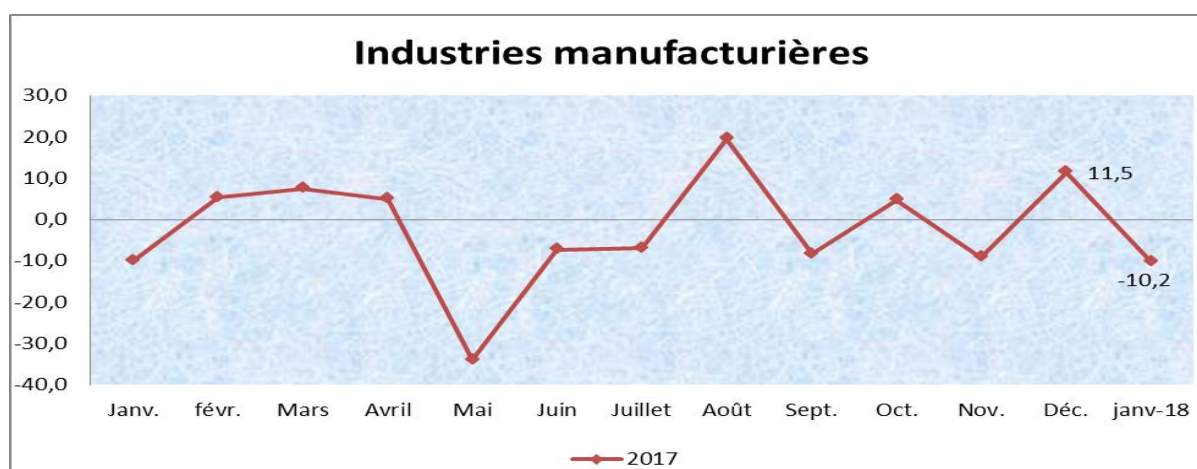


Source : BCC.

Le maintien de la confiance des opérateurs de ce secteur s'explique en grande partie par les meilleures perspectives consécutives à l'exécution de différents projets de construction et de réhabilitation des infrastructures de production et de transport de l'énergie électrique, initiés par le gouvernement de la République avec le concours de ses partenaires.

Dans les **industries manufacturières**, il s'observe une tendance à l'effritement de la confiance des chefs d'entreprises. Le solde d'opinions s'est dégradé de **+11,5 %** à **-10,2 %** entre décembre 2017 et janvier 2018.

Graph. 9 : Evolution du solde des Industries manufacturières en 2017 et 2018



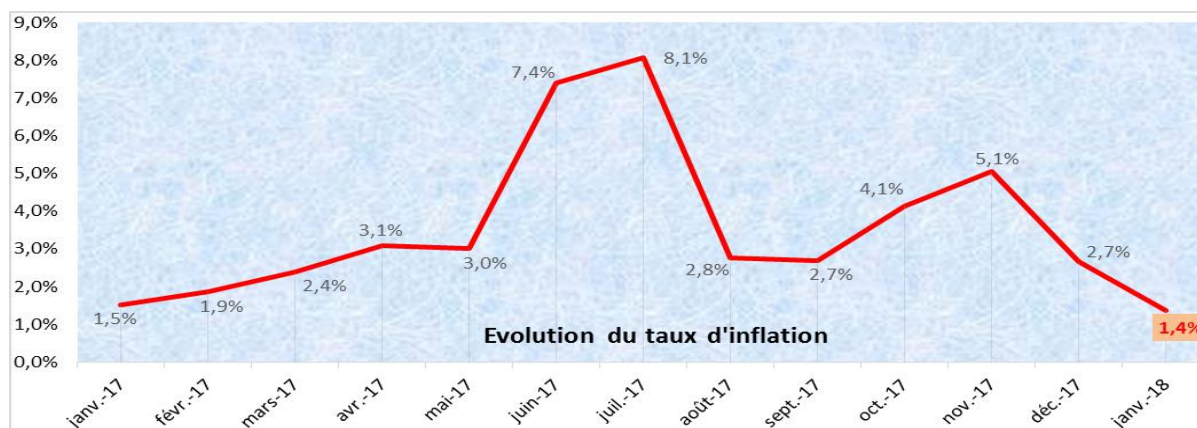
Source : BCC

Cette évolution défavorable résulte principalement des contraintes qui pèsent sur la production.

2.1.3. EVOLUTION DES PRIX INTERIEURS

En janvier 2018, l'économie congolaise a connu un léger ralentissement des pressions inflationnistes. En effet, le prix des biens et services sur le marché a indiqué un taux d'inflation mensuelle de 1,38 % contre 2,67 % en décembre 2017. En glissement annuel, l'inflation s'établirait à 54,48 % contre un objectif à moyen terme de 7,00 %.

Graphique 10. Evolution de l'inflation



Source : Institut National des Statistiques

2.2. SECTEUR PUBLIC

2.2.1. Exécution des Opérations Financières de l'Etat

Au 31 janvier 2018, la comptabilisation des opérations financières de l'Etat affiche un excédent de 20,5 milliards de CDF. Les recettes se sont établies à 442,2 milliards de CDF alors que les dépenses ont atteint 421,7 milliards. Ce résultat est consécutif à l'amélioration de l'effort de mobilisation des régies financières, notamment la DGI.

Tableau 7 : Situation mensuelle des opérations du Trésor (en milliards de CDF)

RUBRIQUES	MOIS DE JANVIER 2017			MOIS DE JANVIER 2018			VARIATION 2018/2017
	Program.	Réalisation	Exéc.en %	Program.	Réalisation	Exéc.en %	
Douanes et accises (DGDA)	85,0	99,7	117,2	128,2	135,6	105,8	36,1
Impôts directs et indirect (DGI)	116,3	133,1	114,5	180,5	215,4	119,3	61,8
Recettes non fiscales (DGRAD)	36,0	42,4	117,7	60,5	76,9	127,1	81,5
Pétroliers Producteurs	11,1	10,4	93,1	11,3	14,4	126,7	38,6
Dons et autres	-	7,1	-	-	-	-	-
Total revenus et dons	248,4	292,5	117,8	380,6	442,2	116,2	51,2
Dépenses courantes	218,9	262,7	120,0	319,8	357,7	111,9	36,2
Salaires	162,0	164,2	101,3	206,5	208,8	101,1	27,2
Intérêt sur la dette	7,4	8,5	115,3	10,3	10,8	104,9	26,6
- dont dette extérieure	0,2	0,0	6,5	0,0	0,1	174,2	422,7
Frais de fonct. Inst.et Min.	21,7	58,1	267,6	45,0	87,0	193,3	49,8
Institutions Politiques	9,6	22,4	233,8	20,0	37,2	185,9	65,7
Ministères	12,1	35,6	294,4	25,0	49,8	199,1	39,7
Dépenses en capital	6,0	4,8	80,0	5,0	6,9	138,9	44,8
Amortissement de la dette	0,1	-	-	10,6	11,0	103,5	-
Autres dépenses	30,2	19,2	63,6	39,4	46,1	117,2	140,5
Total dépenses(+amort.dette)	255,1	286,7	112,4	374,7	421,7	112,5	47,1
Solde intégrant l'amort.	- 6,7	5,9	- 87,5	5,8	20,50	351,2	249,0

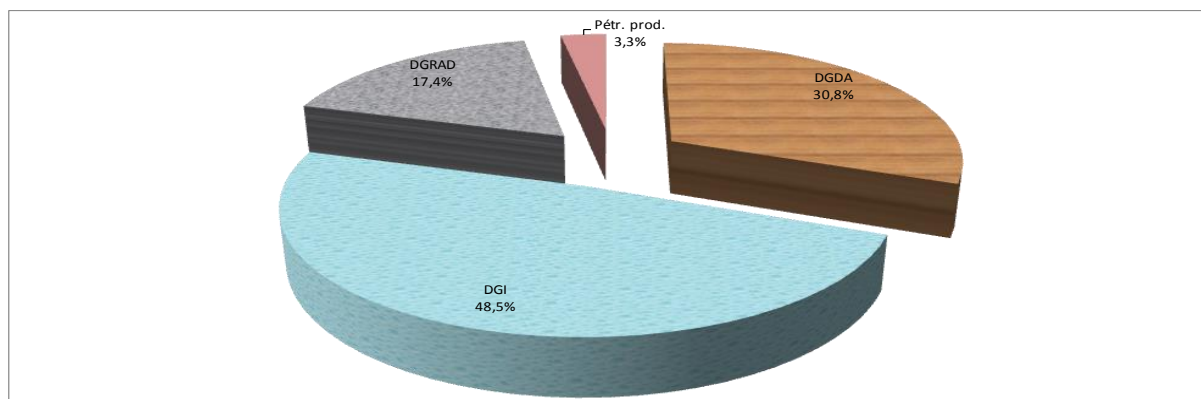
Source : BCC sur base des données PTR du secteur public (DTO/Min. Finances)

Les ressources mobilisées, durant le mois de janvier 2018, se sont chiffrées à 442,2 milliards de CDF, soit un dépassement de 16,2 % par rapport à la programmation mensuelle. Comparées à la période correspondante de 2017, les recettes publiques ont connu un accroissement de 51,2 % sur fond de l'amélioration de la conjoncture économique interne et externe. Il convient de souligner que les performances dans la mobilisation des recettes de la DGI et de la DGRAD se sont confirmées même en termes réels.

La structure de ces ressources, à la date sous revue, reste dominée par les recettes collectées par la DGI et la DGDA qui ont représenté, respectivement à 48,7 % et 30,6 % de l'ensemble des recettes. Quant aux recettes collectées par la DGRAD, elles ont contribué à concurrence de 17,4 %.

S'agissant des recettes provenant des « pétroliers producteurs », elles ont représenté 3,3 % de l'ensemble de recettes alors que la rubrique « Dons et autres » n'a engrangé aucune recette au profit du Trésor public.

Graphique 11 : Parts relatives des recettes des régies financières au 31 janvier 2018



Source : BCC sur base des données PTR du secteur public (DTO/Min. Finances)

S'agissant du comportement des dépenses, intégrant l'amortissement de la dette, elles ont été exécutées à 112,5 % rapportées à leur programmation mensuelle, atteignant le montant de 421,7 milliards de CDF.

La composition de ces dépenses est restée dominée par les dépenses courantes représentant 84,7 % du total avec un taux d'exécution de 111,7 % ; alors que celles en capital, bien qu'en dépassement de 68,8 %, comparativement à leur prévision n'ont représenté que 1,6 % du total de dépenses.

En ce qui concerne la structure de dépenses courantes, il faudra signaler la prédominance des charges relatives aux salaires des agents et fonctionnaires de l'Etat dont la part a été de 58,5 % dans les dépenses courantes et 49,5 % de l'enveloppe totale de dépenses publiques. Quant aux frais de fonctionnement des ministères ainsi que des institutions politiques, ils ont connu des dépassements respectifs de 97,0 % et 85,9 % rapportés à leurs programmations mensuelles. Elles ont représenté respectivement 11,7 % et 8,8 % de l'ensemble de dépenses intégrant l'amortissement de la dette.

2.2.3. Evolution du plan de trésorerie de la Banque Centrale du Congo

A fin janvier 2018, l'exécution du Plan de Trésorerie de la BCC s'est clôturée par un léger excédent de 3,0 millions de CDF, consécutif aux encaissements de 23,638 milliards et aux décaissements de 23,635 milliards contre un déficit de 3,9 milliards à la clôture de l'année 2017, suite au non-paiement de la créance titrisée du mois de septembre 2017.

**Tableau 8 : Plan de trésorerie de la BCC au 31 JANVIER 2018
(en milliards de CDF)**

RUBRIQUES	CUMUL ANNUEL FIN DECEMBRE			AU 31 JANVIER 2018		
	2016	2017	VARIATION en %	PREVISIONS. MENSUELLES	EXECUTION MENSUELLE	TAUX D'EXEC. En %
ENCAISS.	179,785	279,123	55,3	18,994	23,638	124,4
DECAISS.	184,009	283,032	53,8	18,994	23,635	124,4
RESULTAT	- 4,224	- 3,910	7,4	-	0,003	

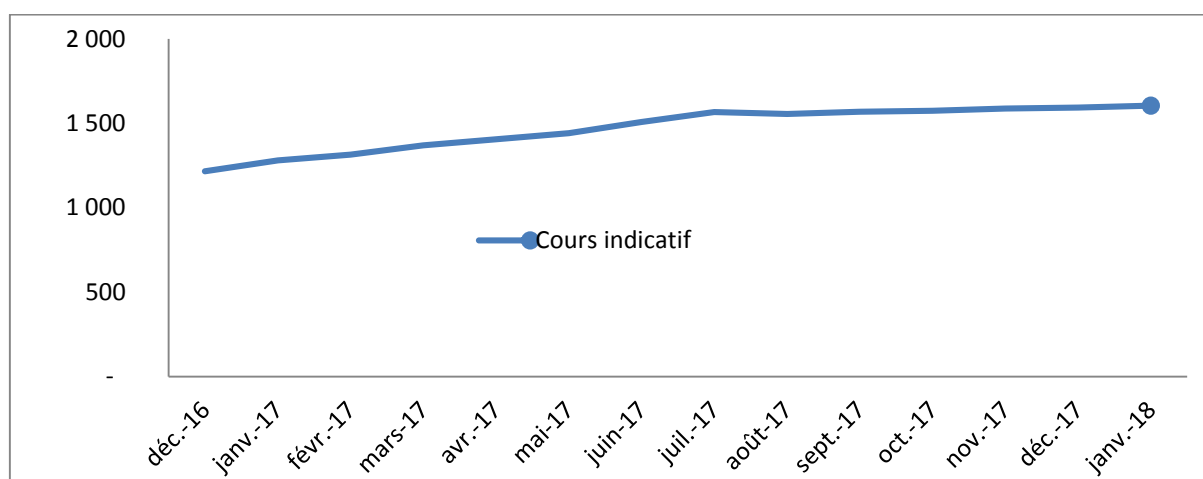
Source : BCC

2.2. SECTEUR EXTERIEUR

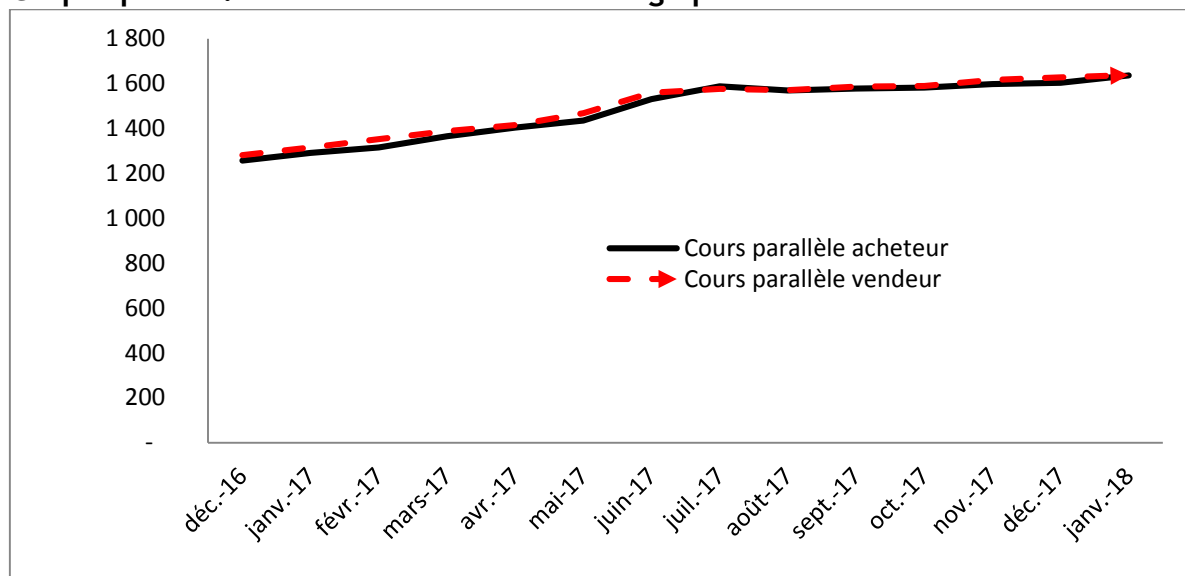
2.3.1. Marché des changes

Au terme de ce premier mois de l'année 2018, il est renseigné une relative stabilité sur ses deux compartiments. En effet, le taux de change s'est situé à 1.604,98 CDF le dollar américain et 1.636,83 CDF respectivement à l'interbancaire et au parallèle, affichant des dépréciations mensuelles respectives de 0,80 % et 1,30 % par rapport au mois écoulé.

Graphique 12 : Evolution du taux de change indicatif (CDF/ 1 USD)



Source : Banque Centrale du Congo

Graphique 13 : Evolution des taux de change parallèle acheteur et vendeur

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau 9 : Evolution du taux de change

	Taux de change CDF/USD				Var. mensuelle en %				Var. en % par rapport à fin déc			
	Taux indicatif	Taux parallèle			Taux indicatif	Taux parallèle			Taux indicatif	Taux parallèle		
		acheteur	vendeur	moyen		acheteur	vendeur	moyen		acheteur	vendeur	moyen
déc.-16	1215,59	1256,60	1281,67	1269,13	-3,26	-1,80	-1,90	-1,85	0,00	0,00	0,00	0,00
janv.-17	1280,59	1291,00	1315,00	1303,00	-5,08	-2,66	-2,53	-2,60	-5,08	-2,66	-2,53	-2,60
févr.-17	1314,94	1315,00	1353,33	1334,17	-2,61	-1,83	-2,83	-2,34	-7,56	-4,44	-5,30	-4,87
mars-17	1370,01	1366,00	1388,33	1377,17	-4,02	-3,73	-2,52	-3,12	-11,27	-8,01	-7,68	-7,84
avr.-17	1405,89	1404,00	1415,00	1409,50	-2,55	-2,71	-1,88	-2,29	-13,54	-10,50	-9,42	-9,96
mai-17	1440,37	1435,60	1468,33	1451,97	-2,39	-2,20	-3,63	-2,92	-15,61	-12,47	-12,71	-12,59
juin-17	1507,78	1530,60	1560,00	1545,30	-4,47	-6,21	-5,88	-6,04	-19,38	-17,90	-17,84	-17,87
juil.-17	1565,97	1588,00	1576,67	1582,33	-3,72	-3,61	-1,06	-2,34	-22,37	-20,87	-18,71	-19,79
août-17	1555,62	1569,00	1571,67	1570,33	0,67	1,21	0,32	0,76	-21,86	-19,91	-18,45	-19,18
sept.-17	1568,04	1578,00	1586,67	1582,33	-0,79	-0,57	-0,95	-0,76	-22,48	-20,37	-19,22	-19,79
oct.-17	1574,64	1582,00	1590,00	1586,00	-0,42	-0,25	-0,21	-0,23	-22,80	-20,57	-19,39	-19,98
nov.-17	1586,28	1597,60	1617,00	1607,30	-0,73	-0,98	-1,67	-1,33	-23,37	-21,34	-20,74	-21,04
déc.-17	1592,19	1603,40	1627,67	1615,53	-0,37	-0,36	-0,66	-0,51	-23,65	-21,63	-21,26	-21,44
janv.-18	1604,98	1636,00	1637,67	1636,83	-0,80	-1,99	-0,61	-1,30	-0,80	-1,99	-0,61	-1,30

Source : Banque Centrale du Congo

2.3.1.1. Budget en devises et Réserves de change

L'exécution du budget en devises, à la période sous revue, s'est soldée par un excédent mensuel de 4,62 millions de USD, portant les réserves internationales à 863,32 millions de USD, correspondant à 3,68 semaines d'importations de biens et services sur ressources propres. Il sied de relever que les recettes mobilisées ont atteint 68,95 millions de USD, provenant en majorité du rachat des recettes fiscales minières.

Tableau 10 : Exécution du Budget en devises au 31 janvier 2018

	Cumul 2016	31-mars-17	29-juin-17	29-sept-17	29-déc-17	Cumul 2017	31-janv-18
Stock initial		753,79	701,15	667,26	809,86	845,44	858,70
I. FLUX PROJETES EN RECETTES	365,05	37,76	24,76	79,79	166,55	879,66	68,95
A. Recettes d'exploitation	74,94	5,10	5,94	51,25	27,00	292,05	10,61
1. Redevance de Contrôle de Change	45,61	4,45	3,59	4,25	4,37	48,58	4,85
B. Opérations de change	290,11	32,66	18,82	28,54	139,55	587,61	58,34
1. Rachats recettes fiscales et non fisc.	266,71	32,66	18,82	28,54	139,55	587,61	58,34
2. Rachats Financements extérieurs	23,40	-	-	-	-	-	-
3. Achats interbancaires/Adjudications	-	-	-	-	-	-	-
II. FLUX PROJETES EN DEPENSES	923,19	71,71	39,61	86,63	117,72	866,40	64,33
A. Dépenses du Trésor	516,44	48,51	29,96	57,48	103,26	599,41	59,37
1. Service de la dette extérieure	160,41	13,24	2,83	22,66	3,45	120,81	7,49
2. Paiements diverses créances	48,40	3,28	2,83	0,58	-	22,38	0,58
3. Fonctionnement	307,63	31,99	24,30	34,24	99,81	456,22	51,30
- Fournisseurs	48,94	7,31	4,28	3,86	20,96	99,17	6,34
B. Dépenses de la BCC	406,75	23,20	9,65	29,15	14,46	267,00	4,96
Ventes interbancaires	268,25	-	-	3,50	-	117,92	-
BALANCE(I-II)	- 558,14	- 33,96	- 14,85	- 6,84	48,83	13,26	4,62
Stock final (SI+REC-DEP)	845,44	719,83	686,30	660,42	858,70	858,70	863,32

Source : Banque Centrale du Congo

2.4. SECTEUR MONETAIRE

2.4.1 . Evolution des Agrégats monétaires

Pour ce qui est de la situation monétaire, à fin janvier 2018, la masse monétaire s'est contractée de 90,77 milliards de CDF par rapport à fin décembre 2017, se situant à 7.750,40 milliards. Cette baisse est expliquée par une diminution des Avoirs intérieurs nets, principalement au niveau des Autres Postes Nets.

Concernant la base monétaire, elle a enregistré une hausse de 21,23 milliards de CDF. Cet accroissement s'explique à la fois par des hausses tant des avoirs intérieurs nets que des avoirs extérieurs nets respectivement de 13,61 milliards de CDF et 7,62 milliards. Au niveau des composantes, l'augmentation mensuelle de la base monétaire s'est située au niveau des comptes courants des banques à hauteur de 112,00 milliards.

2.4.2. Marché monétaire

A fin janvier 2018, l'encours sur le guichet des prêts à court terme s'est situé à 23,0 milliards de CDF avec un volume de transaction mensuel de 61,0 milliards de CDF. Quant au guichet des facilités permanentes, son encours est demeuré nul. S'agissant du marché interbancaire, il affiche un volume d'opérations mensuel de 50,0 milliards.

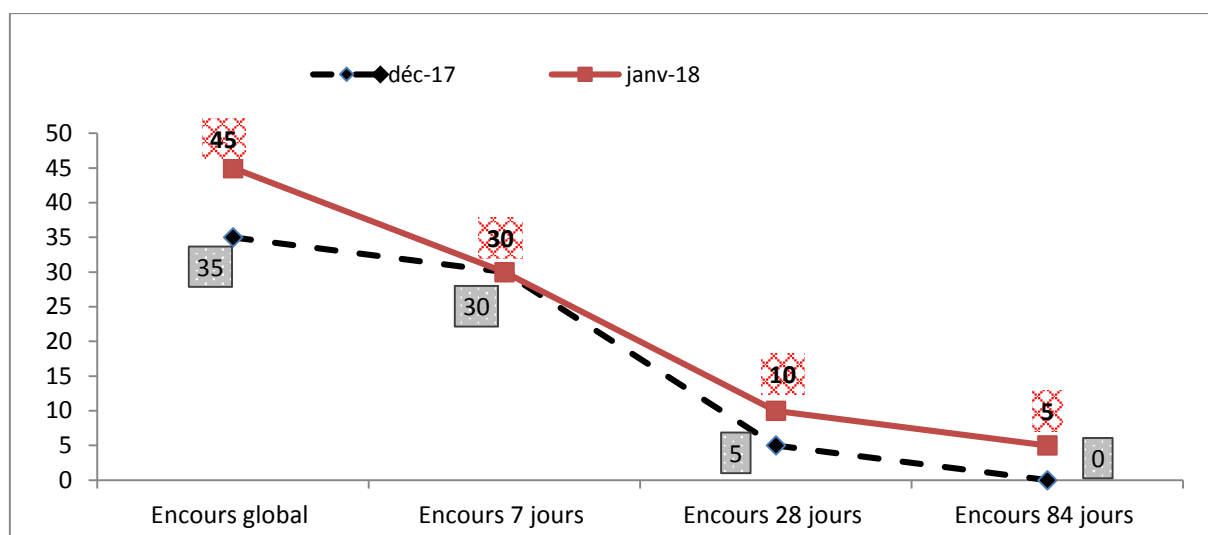
- **Les opérations des Bons de la Banque Centrale du Congo**

A fin janvier 2018, l'encours global du Bon BCC s'est fixé à 45,0 milliards de CDF, soit 30,0 milliards pour la maturité à 7 jours, 10,0 milliards pour la maturité à 28 jours et 5,0 milliards pour celle à 84 jours. Considérant le niveau de l'encours à fin décembre 2017 de 35,0 milliards, il se dégage globalement une ponction de 10,0 milliards.

Les taux moyens pondérés sur les Bons BCC ont été de 12,1 %, 17,5 % et 19,1 % respectivement pour les 7 jours, 28 jours et 84 jours.

S'agissant des charges financières y relatives, le coût mensuel, à fin janvier 2018, se chiffre à 787,82 millions de CDF contre 451,94 milliards au 31 décembre 2017. Par contre à la même période correspondante de 2017, les dépenses des Bons BCC s'élevaient à 58,33 millions avec un encours de 10,5 milliards.

Graphique.14 : Evolution de l'encours du Bon BCC en 2018 (en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo

• Evolution du compte courant des banques

A fin janvier 2018, le compte courant s'est chiffré à 587,83 milliards de CDF contre 475,84 milliards de CDF à fin décembre 2017, dégageant ainsi une hausse mensuelle de 111,99 milliards.

La moyenne de la réserve notifiée pour la période du 15 janvier 2018 au 14 février 2018 est de 459,46 milliards, dégageant ainsi un niveau des avoirs libres des banques de 128,37 milliards de CDF. Ce niveau élevé des avoirs libres des banques est attribuable à l'application d'un taux de change historique.

❖ Evolution des émissions monétaires

A fin janvier 2018, les émissions nettes cumulées se sont établies à -7,24 milliards de CDF, tenant aux émissions de 10,58 milliards et aux destructions de 17,82 milliards. Les billets recyclés se sont établis à 224,43 milliards de CDF dont 66,15 % en provinces.

Tableau 11 : Evolution des émissions monétaires en 2018

(En millions de CDF)

Rubrique	Janvier	Cumul/An
Prévisions émissions	19 180,20	19 180,20
Emissions = (A)	10 576,60	10 576,60
Destructions = (B)	17 818,54	17 818,54
Emissions nettes (C) = (A) - (B)	- 7 241,94	- 7 241,94
Recyclage	224 430,08	224 430,08
dont au Siège	75 959,36	75 959,36
dont en provinces (*)	148 470,72	148 470,72

Source : Banque Centrale du Congo

(*) : Seulement les versements des banques

2.4.3. Dynamisme de l'Activité bancaire

Au cours du mois de janvier 2018, l'activité bancaire est restée relativement dynamique dans la mesure où les dépôts de la clientèle des banques et les crédits à l'économie ont légèrement progressé, respectivement de 3,28 % et 0,39 % par rapport à fin décembre 2017.

En outre, en glissement annuel, les dépôts se sont accrus de 10,15 % par contre les crédits ont fléchi de 6,85 %.

2.4.3.1. Dépôts de la clientèle

A fin janvier 2018, les dépôts à vue ont progressé de 4,91 % par rapport à décembre 2017, tandis que ceux à terme ont varié à la baisse autour de 3,10 %. Le fléchissement des dépôts à terme a été contrebalancé par une légère hausse de 3,47 % en faveur des dépôts à régime spécial.

S'agissant des dépôts en monnaie nationale, ces derniers sont passés à 417,00 millions de USD à fin janvier 2018 contre 378,66 millions à fin décembre 2017, accusant une croissance de 10,13 %. Quant aux dépôts en monnaies étrangères, ils se sont accrus de 2,50 % à fin janvier 2018 par rapport à fin décembre 2017.

Pour ce qui est des dépôts de la clientèle par provenance, il s'observe des accroissements au niveau des entreprises publiques, des entreprises privées et des ménages respectivement de 7,47 %, de 6,88 % et 1,08 % à fin janvier 2018 par rapport à fin décembre 2017.

**Tableau 12 : Evolution des dépôts de la clientèle des banques
(En millions de USD)**

TOTAL DEPOTS DE LA CLIENTELE	déc-16	janv.-17	déc-17	janv-18	Variation par rapport à fin décembre 2017 (en %)	Variation janvier 2018 par rapport à fin janvier 2017 (en %)
I. Dépôts de la clientèle par Types	3 414,10	3 492,90	3 725,27	3 847,37	3,28	10,15
(a) Comptes ordinaires	2 719,69	2 805,27	2 935,21	3 079,34	4,91	9,77
Comptes courants	1 880,55	1 975,94	2 036,69	2 167,05	6,40	9,67
Comptes de chèques	341,28	350,59	373,26	378,45	1,39	7,95
Comptes sur livrets	398,23	382,95	448,61	454,68	1,35	18,73
Provisions crédits	18,50	15,15	15,05	14,91	-0,93	-1,58
Autres	81,13	80,64	61,60	64,25	4,30	-20,33
(b) Dépôts à terme	654,78	642,73	752,19	728,85	-3,10	13,40
(c) Dépôts à régime spécial	39,63	44,90	37,87	39,18	3,47	-12,73
II. Dépôts de la clientèle par Monnaies	3 414,10	3 492,90	3 725,27	3 847,37	3,28	10,15
MN	506,68	495,67	378,66	417,00	10,13	-15,87
ME	2 907,42	2 997,23	3 346,61	3 430,37	2,50	14,45
III. Dépôts de la clientèle PAR PROVENANCE	3 414,10	3 492,90	3 725,27	3 847,37	3,28	10,15
Administration publique	141,03	142,96	95,18	85,19	-10,49	-40,41
Administration publique locale	29,28	29,43	27,07	26,15	-3,38	-11,13
Entreprises publiques	186,21	180,16	205,97	221,35	7,47	22,86
Entreprises privées	1 578,20	1 646,48	1 395,79	1 491,75	6,88	-9,40
Ménages	1 479,37	1 493,88	2 001,26	2 022,92	1,08	35,41

Source : Banque Centrale du Congo

En termes de contribution, il y a lieu de noter ce qui suit :

- les dépôts courts contribuent de 80,04 % de la formation du total des dépôts, par contre ceux à terme y compris le régime spécial représentent seulement 19,96 % en janvier de l'année courante ;

- les dépôts en monnaies étrangères représentent 89,16 % du total des dépôts en janvier 2018 contre 85,81 % à la période correspondante de 2017. Il se dégage une progression de 3,35 points de pourcentage ;
- les dépôts des ménages prédominent avec 52,56 % du total des dépôts, suivi des entreprises privées qui, du reste, représentent 38,77 % à fin janvier 2018.

2.4.3.2 Crédits à l'économie

En janvier 2018, les crédits bruts à la clientèle ont connu une légère progression de 0,39 % par rapport à fin décembre 2017.

S'agissant des crédits en monnaie nationale, ils ont décliné de 2,43 % tandis que ceux en monnaies étrangères, ils se sont accrus de 0,52 %. En effet, cette situation est consécutive à l'arbitrage entre le financement de l'économie et le rendement des ressources excédentaires des banques pour placer aux bons BCC, et ce, dans un contexte de la dépréciation du CDF. L'effet est matérialisé par une augmentation de l'encours des bons BCC, se situant à un encours global de 45,0 milliards de CDF à fin janvier 2018 par rapport à 35,0 milliards enregistré à fin décembre 2017.

**Tableau 13 : Evolution des crédits à décaissement à la clientèle
(en millions de USD)**

Rubriques	déc.-16	janv.-17	déc-17	janv-18	Variation par rapport à fin décembre 2017 (en %)	Variation janvier 2018 par rapport à fin janvier 2017 (en %)
Crédits bruts à la clientèle	2 465,96	2 385,60	2 213,70	2 222,28	0,39	-6,85
1. Crédits nets par terme	2 239,88	2 086,66	2 010,67	2 016,70	0,30	-3,35
Crédits à long terme	211,95	209,86	128,44	122,98	-4,25	-41,40
Crédits à moyen terme	600,17	571,66	635,99	614,73	-3,34	7,54
Crédits à court terme	331,85	290,15	347,17	327,67	-5,62	12,93
Découvert bancaire	920,45	866,26	657,53	709,12	7,85	-18,14
Crédits nets en souffrance	175,47	148,74	241,54	242,20	0,27	62,83
2. Provisions pour crédits par monnaies	226,08	298,93	203,03	205,59	1,26	-31,23
Ventilation des crédits par monnaies	2 239,88	2 086,66	2 010,67	2 016,70	0,30	-3,35
MN	219,37	222,39	148,49	144,88	-2,43	-34,85
ME	2 020,51	1 864,28	1 862,18	1 871,82	0,52	0,40
Crédits bruts à la clientèle par agents	2 465,96	2 385,60	2 213,70	2 222,28	0,39	-6,85
Administration publique	138,89	124,94	51,82	54,25	4,70	-56,58
Entreprises publiques	175,90	104,40	160,80	181,39	12,80	73,75
Entreprises privées	1 539,20	1 535,33	1 430,88	1 462,51	2,21	-4,74
Ménages	611,97	620,93	570,21	524,13	-8,08	-15,59

Source : Banque Centrale du Congo
